

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 10/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KUHN SAS**

4 IMPASSE DES FABRIQUES  
BP 60  
67700 SAVERNE

Code AIOT : 0006700630

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement KUHN SAS implanté 4 IMPASSE DES FABRIQUES - 67700 SAVERNE. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Action installation de moyenne combustion [AN25].**

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUHN SAS
- 4 IMPASSE DES FABRIQUES - BP 60 - 67700 SAVERNE
- Code AIOT : 0006700630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KUHN est spécialisée dans la fabrication et le montage de machines agricoles et forestières. Elle exploite plusieurs sites industriels dans le secteur de Saverne. Le site de Saverne est dédié aux activités de fonderie, à la préparation et à l'assemblage de pièces métalliques. Les installations classées qu'elle y exploite sont encadrées par arrêté d'autorisation du 14/06/1995.

## Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'arrêté d'autorisation qui encadre les installations date de 1995, il n'est plus représentatif des activités sur site et mériterait d'être revu dans sa globalité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement, article R 181-46	Sans objet	/
2	Registre MCP	Arrêté Ministériel du 02/01/2019, article 1	Sans objet	/
3	Registre MCP - Mises à jour des données	Code de l'environnement, article R.515-115	<b>Demande d'action corrective</b>	<b>1 mois</b>
4	Réalisation contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2 de l'annexe I	Sans objet	/
5	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I	Sans objet	/
6	Respect de la vitesse d'éjection	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 de l'annexe I	Sans objet	/
7	Respect des valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III de l'annexe I	Sans objet	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications apportées à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R 181-46
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une notice d'information au titre du R.181-46 du code de l'environnement relative à des travaux de modernisation de la chaufferie en date du 06/08/25. Ces travaux portent

sur la mise à l'arrêt de la chaudière n°4 mixte fioul/gaz d'une puissance de 1,2 MW au profit d'un groupe froid. D'après les informations communiquées par l'exploitant les installations maintenues sur site sont au nombre de deux chaudières, d'une puissance totale de 7,75 KW :

- une chaudière mixte fioul/gaz (3.5 MW) ;
- une chaudière gaz (4.25 MW).

Les plaques signalétiques des équipements contrôlés le jour de la visite confirment ces données.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Registre MCP

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/01/2019, article 1

**Thèmes :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

"Les informations demandées à l'article R. 515-114 du code de l'environnement sont déclarées par voie électronique sur le site internet <https://demarches-simplifiees.fr/>."

**Constats :**

L'exploitant a procédé à la télédéclaration des informations relatives à ses installations de combustion moyenne. Elles apparaissent bien sur le registre MCP (version mise à jour du 01/09/2025).

**Type de suite proposée :** Sans suite

## N° 3 : Registre MCP - Mises à jour des données

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-115

**Thèmes :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

" (...) l'exploitant porte à la connaissance de l'autorité administrative compétente, avant sa réalisation, toute modification prévue de l'installation de combustion moyenne qui serait susceptible d'avoir une incidence sur les valeurs limites d'émission applicables. Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente."

**Constats :**

Les données inscrites au registre ne sont pas actualisées : elles mentionnent encore la chaudière mixte n°4, pourtant supprimée (voir constat n°1).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de mettre à jour le registre suite aux modifications apportées à ces équipements de combustion.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Demande d'action corrective

**Proposition de délai :** 1 mois

#### N° 4 : Réalisation contrôle périodique ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2 de l'annexe I
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Contrôle périodique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement."
<b>Constats :</b> Sans objet, l'installation est comprise dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des ICPE. Les contrôles périodiques ne sont donc pas opposables.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

#### N° 5 : Mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II de l'annexe I
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> " I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA)[...]."
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport de la dernière campagne de mesures réalisée les 25 et 26 janvier 2024. Il précise que la prochaine campagne est programmée en décembre 2025.  Les mesures ont été réalisées par l'agence APAVE EXPLOITATION France, agence de Mulhouse. Après vérification, cette structure est bien listée sur l'arrêté ministériel portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère en vigueur au moment des analyses (cf Arrêté du 07/12/2023 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère).
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

#### N° 6 : Respect de la vitesse d'éjection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 de l'annexe I
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> « (...) B. Autres appareils de combustion La vitesse d'éjection des gaz de combustion « en marche continue maximale » est au moins égale à 5 m/s. »

**Constats :**

Les vitesses d'éjection mesurées pour les chaudières 1 et 2 reportées APAVE de février 2024, sont supérieures à 5.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 7 : Respect des valeurs limites d'émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III de l'annexe I

**Thèmes :** Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

" III. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 01/01/2014, à compter du 01/01/2025 ;

	Puissance P (MW)	SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	NOx (mg/Nm <sup>3</sup> )	Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	CO (mg/Nm <sup>3</sup> )
« biomasse solide »	P < 5	200	650	50	250
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Autres combustibles solides	P < 5	1 100	550	50	200
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Fioul domestique	P < 5	-	150 (3)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Fioul Lourd	P < 5	350	550	50	100
	5 ≤ P < 10		30		
	10 ≤ P			500 (1)	
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	150	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P		120 (2)		
Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	5	150	-	100

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> )
(1)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 550
(2)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 150
(3)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NOx : 200



(...)."

**Constats :**

D'après les informations communiquées par l'exploitant sur le registre MCP et via les derniers porter-à-connaissance, les deux chaudières ont été mises en exploitation en 2007, soit avant le 01/01/2014.

Les valeurs limites de référence sont donc celles prévues au III de l'article 6.2.4 de l'annexe I de l'arrêté combustion du 03/08/2018.

**Pour les CO :**

La valeur limite d'émission est fixée à 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats issus du rapport APAVE de février 2024 sont bien inférieurs à cette valeur :

Chaudière 1 (mixte/mode fioul) : 0,77 mg/Nm<sup>3</sup> ;

Chaudière 1 (mixte/mode gaz) : 3,1 mg/Nm<sup>3</sup> ;

Chaudière 2 (gaz) : 2,3 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Pour les NOX :**

La valeur limite d'émission est fixée à 150 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations de combustion fonctionnant au gaz et à 200 mg/Nm<sup>3</sup> pour celles fonctionnant au fioul moins de 1500 h/an.

Les résultats suivants et issus du rapport APAVE de février 2024 sont conformes :

Chaudière 1 (mixte/mode fioul) : 159 mg/Nm<sup>3</sup> ;

Chaudière 1 (mixte/mode gaz) : 143 mg/Nm<sup>3</sup> ;

Chaudière 2 (gaz) : 78,5 mg/Nm<sup>3</sup>.

**NB :** L'arrêté préfectoral du 17/06/2016 qui régleme également les rejets atmosphériques de l'installation fixe, pour les chaudières 1 et 2, une valeur limite d'émission (VLE) de 120 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx dans les rejets atmosphériques. Par courrier du 18/03/2024, l'exploitant a demandé une harmonisation de cet arrêté avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 (arrêté combustion), qui prévoit des VLE différentes. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral est prévue à court terme afin d'aligner les VLE sur les valeurs de l'arrêté combustion de 2018.

**Type de suite proposée :** Sans suite

